

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 13/008/2006 (Public)
Bulletin n° : 237
ÉFAI
14 septembre 2006

BANGLADESH. La police s'en prend violemment aux dirigeants de l'opposition s'exprimant ouvertement

Des policiers s'en sont pris à au moins cinq dirigeants de l'opposition au cours de manifestations de rue ces derniers jours, les frappant violemment. Les personnes visées souffrent de blessures diverses, certaines ont été gravement touchées.

Parmi les blessés figurent Saber Hossain Chowdhury, dirigeant de la Ligue Awami, Asaduzzaman Noor, député et membre de la Ligue Awami, Mothia Chowdhury, ancienne ministre de l'agriculture, l'avocate Shaira Khatun, membre influent de l'Association du Barreau de la Cour suprême, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur Mohammed Nassim. Des militants de l'opposition qui participaient aux manifestations appelant à des réformes électorales ont également été blessés.

Saber Hossain Chowdhury a été blessé le 6 septembre, lorsque plus d'une douzaine de policiers s'en sont pris à lui. Espérant que les policiers cesseraient de le frapper s'ils l'identifiaient en tant que dirigeant de la Ligue Awami, il a décliné son identité, mais cela n'a fait qu'exacerber la colère des policiers qui l'ont sévèrement battu. Il est tombé dans le coma et a été transporté en urgence dans un hôpital de Dacca. Il a repris conscience au bout d'une heure environ, mais les médecins ont déclaré son état critique et ont conseillé une prise en charge par des médecins spécialisés dans le traitement des traumatismes crâniens. Sa famille a dû l'envoyer à Singapour pour qu'il y poursuive des soins le 10 septembre.

Asaduzzaman Noor a été agressé le 12 septembre. Il a été hospitalisé en raison de douleurs importantes dans le dos, dues aux coups reçus. Mothia Chowdhury a été attaquée à coups de barre de fer le même jour. Elle a été transportée à l'hôpital où elle est restée plusieurs heures. Des policiers ont également attaqué l'avocate Shaira Khatun le 12 septembre, la blessant aux jambes et à la tête.

Mohammed Nassim a été pris pour cible le 12 septembre à l'endroit même où Saber Hossain Chowdhury avait été frappé quelques jours auparavant. Nassim a été battu à coups de crosse et de barres de fer. Il a été frappé au bras, à la tête et dans le dos et a sombré dans le coma. Les médecins ont déclaré son état critique.

Selon des témoins oculaires, aucune de ces personnes ne s'était livrée à des actes de violence et elles ne présentaient aucune menace pour les policiers. Elles auraient été prises pour cible en raison de leur rôle dirigeant au sein du parti de la Ligue Awami.

Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International : « *des policiers nous ont encerclés et ont commencé à frapper Saber. Nous leur avons dit qui il était et qu'il n'avait rien fait, mais ils sont devenus enragés et l'ont battu encore plus, jusqu'à ce qu'il perde connaissance.* »

Selon les informations dont nous disposons, les policiers s'en sont pris à ces personnes de manière spécifique et ciblée. Encerclées par des policiers, elles ne pouvaient pas se disperser. Elles ont alors été sévèrement battues.

Pour Amnesty International, ces attaques menées sur des personnes sous contrôle policier, ne manifestant aucun signe de résistance, s'apparentent à des actes de torture et à un traitement cruel, inhumain et dégradant.

Amnesty International condamne de telles attaques. L'organisation demande instamment au gouvernement du Bangladesh de mettre en place un organisme indépendant, impartial et compétent chargé d'enquêter sur ces violences. L'enquête devra identifier les policiers auteurs des brutalités ainsi que les responsables hiérarchiques de ces policiers au moment des faits. La commission d'enquête devra également disposer d'un mandat étendu lui permettant d'établir s'il y a eu connivence de la part du gouvernement dans ces attaques.

Les personnes identifiées comme étant les auteurs de ces attaques devront être traduites en justice sans retard et jugées lors de procès répondant aux normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International demande également instamment au gouvernement du Bangladesh de veiller à la sécurité des dirigeants et militants de l'opposition lors des rassemblements et manifestations. Le gouvernement ne doit en aucune circonstance autoriser les autorités chargées du maintien de l'ordre à recourir à une force excessive ou à faire subir aux manifestant des actes de torture ou autre traitement cruel, inhumain et dégradant.

Complément d'information

Des policiers ont commencé à s'en prendre à des manifestants au cours des rassemblements et mouvements de protestation qui ont eu lieu ces derniers temps devant les locaux de la Commission électorale et devant le bureau du Premier ministre pour exiger une réforme électorale. L'opposition considère la Commission électorale (chargée de l'organisation des élections générales à venir) et le gouvernement chargé d'assurer la transition (qui doit superviser les élections) comme favorables à la coalition au pouvoir. Les partis de l'opposition réclament le remplacement du commissaire électorale et du chef du gouvernement de transition, des exigences rejetées par le gouvernement. Certains des manifestants auraient forcé des barrières de sécurité érigées par la police et auraient été impliqués dans des affrontements avec des policiers. Des centaines de manifestants ainsi que plusieurs policiers auraient été blessés.

Le mandat du gouvernement actuel arrive à échéance en octobre 2006. Un gouvernement de transition devrait le remplacer en novembre, les élections au nouveau parlement sont prévues en janvier 2007.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>